Discours de Mme Nathalie RORET, directrice de l'École nationale de la magistrature, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence des Directeurs des 25 ans du Réseau européen de formation judiciaire

Bordeaux, le 14.10.2025
Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Premier président de la Cour de cassation,
Monsieur le Procureur général près la Cour de cassation,
Madame la Secrétaire générale du Réseau européen de formation judiciaire,
Madame la Présidente du Conseil national des Barreaux,
Messieurs les Directeurs et représentants de la Commission européenne,
Mesdames et Messieurs les hauts magistrats, membres du Réseau européen de formation judiciaire, experts et invités de marque,
Madame la directrice de l'AFA,

C'est avec émotion que j'ai l'honneur d'ouvrir ce matin cette célébration des 25 ans du Réseau européen de formation judiciaire. Il y a 25 ans, nos prédécesseurs réunis à Bordeaux adoptaient les premiers statuts d'un réseau dont nous sommes aujourd'hui les héritiers et les garants de la vitalité. Votre présence à tous, hauts magistrats et personnalités européennes, membres du réseau, experts ou grands témoins, manifeste la solennité de ce moment de relecture du chemin parcouru par une institution désormais essentielle du paysage judiciaire européen.

Nous célébrons aujourd'hui le dynamisme d'une organisation vivante, placée au service de la construction de l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union européenne, qui a su y trouver un rôle et le réinventer en permanence. La formation demeure un vecteur incontournable de diffusion

de la connaissance du droit européen et de l'appropriation de ses outils opérationnels, tels que le mandat d'arrêt européen dont le REFJ a largement favorisé l'appropriation par les juridictions. Au-delà du seul droit européen, le réseau est devenu avec le soutien actif de la Commission européenne le lieu d'échanges croisés de générations de futurs magistrats via les programmes Themis et Aiakos, mais aussi de magistrats à tous les stades de leur carrière, qui ont su approfondir la notion de dimension européenne de leurs fonctions.

Cette influence directe du réseau sur les magistrats, a été complétée par des échanges approfondis entre écoles sur les innovations relatives à la formation elle-même : nos nouvelles pédagogies, les supports numériques, les réflexions statutaires. C'est une véritable dynamique de progrès collectif qui a ainsi été rendue possible par les liens tissés entre instituts de formation.

Mais cette mise en réseau précieuse ne saurait se transformer en intégration complète. Le REFJ n'a pas vocation à effacer la richesse et la diversité des instituts nationaux : ils en sont le cœur battant, les moteurs d'innovation et d'inspiration. La force du réseau réside précisément dans cette capacité à fédérer sans uniformiser, à conjuguer les singularités nationales au service d'un idéal commun.

L'ensemble de ces activités a été peu à peu structuré par le développement d'une gouvernance efficace animée par un secrétariat international au professionnalisme reconnu, dont vous êtes, très chère Ingrid Derveaux, la garante.

Ce réseau qui a atteint aujourd'hui une maturité et une influence que peu auraient osé imaginer à sa naissance a conservé sa raison d'être : la construction de l'État de droit comme pierre angulaire et point de ralliement. Exercice patient, exercice fragile, jamais acquis, dont la formation des magistrats demeure un ciment invisible, par temps calme comme par temps de tempête.

Ce lien indépassable entre formation judiciaire et État de droit, était l'intuition des fondateurs de ce Réseau, dont certaines, certains nous font l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui.

La déclaration mondiale des principes de la formation judiciaire, adoptée le 8 novembre 2017 par l'organisation mondiale en la matière, a consacré de la façon la plus claire ce lien, en rappelant dès son article premier « *le rôle fondamental* » de la formation judiciaire dans la garantie de

« l'indépendance de la justice, l'État de droit et la protection des droits de tous. »

Alors que nous fêtons aussi cette année les 25 ans de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il nous revient de dresser le constat lucide de la fragilisation de certaines des composantes essentielles de l'État de droit, ce qui suscite une inquiétude concernant la réalité de l'indépendance de la justice au sein de plusieurs États membres.

Cette précarité nouvelle de l'État de droit au sein même de l'Union européenne, loin de devoir nous décourager, rend plus cruciale et plus exigeante encore l'activité de réseaux judiciaires unissant les professionnels autour de leurs valeurs socles. À cet égard la formation, initiale comme la formation continue, cœur de notre réseau, constitue un écosystème vivant au service de la réflexion, de la prise de recul, de l'amélioration des compétences des magistrats sur l'État de droit dans toutes ses dimensions.

Cependant, dans un contexte où les défis sont globaux — de l'intelligence artificielle à la criminalité organisée —, la réunion des forces nationales dans un cadre coordonné n'implique pas, je le répète, la dilution des responsabilités ni des identités institutionnelles. Par ce que c'est l'équilibre subtil entre coopération et autonomie, entre impulsion collective et initiative nationale, qui justement fait la spécificité et la richesse du REFJ.

Ainsi, en se réunissant, les instituts nationaux de formation deviennent plus forts face aux enjeux communs : nous partageons leurs ressources, confrontons les expériences, et bâtissons ensemble une capacité européenne d'apprentissage et d'innovation. C'est cette communauté d'énergie, sans centralisation stérile, qui permet au réseau de répondre aux défis contemporains avec agilité et esprit de responsabilité.

Alors ainsi, tout au long de ces deux jours, des experts de haut niveau venus de toute l'Europe partageront leurs réflexions, leurs expériences sur ces différentes composantes de l'État de droit. Des ateliers pratiques nous permettront aussi de partager des réalisations concrètes de nos institutions comme du réseau lui-même sur ces thématiques essentielles. Je souhaiterais saluer plus particulièrement l'initiative du Réseau « forum des juges », permettant en lien avec l'institut de Syracuse des échanges confidentiels entre juges de l'UE sur des questions clés pour l'Etat de droit. Elle est devenue en quelques années une enceinte reconnue dans ce domaine, grâce à une méthodologie concrète et innovante qui est la marque de ce réseau.

Deux défis d'une particulière actualité pour l'État de droit seront analysés et soumis à vos réflexions, afin de nourrir nos débats sur l'adaptation de nos stratégies comme notre offre de formation. Tout d'abord, nous aborderons avec des praticiens reconnus la menace que représente la criminalité organisée pour nos démocraties européennes, et en particulier pour le personnel judiciaire, auxquels certains réseaux commencent à s'attaquer via des stratégies allant de la tentative de corruption aux menaces physiques. Ces attaques visant directement les magistrats désormais, qui semblaient sorties de l'histoire européenne justifient une entière solidarité de notre réseau tout comme un travail accru de sensibilisation à la lutte contre la criminalité organisée dans nos formations.

En second lieu, le développement des possibilités offertes par le numérique et l'Intelligence artificielle présente pour l'exercice des fonctions de magistrats des opportunités comme des risques. Les attentes que suscitent ces outils pour certains extrêmement performants mais aussi les inquiétudes éthiques qu'elles font naître constitueront un moment essentiel de nos débats. Chacun de nos instituts de formation est sensible à cette révolution à l'œuvre, et conscient qu'elle ne pourra être appréhendée que grâce à la mise en commun des expérimentations et des recherches conduites dans chacun des États membres.

L'ensemble des questions induites par ces changements rapides, profonds de notre environnement constituent un défi nouveau pour notre réseau, son renouvellement, sa crédibilité et son dynamisme. Ils rendent indispensables une réflexion approfondie sur nos priorités stratégiques. Les analyses des différents contributeurs de haut vol qui débattront avec nous au cours de ces journées, vont nous permettre de dresser, j'en suis convaincue, un constat lucide et exigeant. Il nous appartiendra de nous en saisir afin de conduire la dernière phase de nos échanges qui seront consacrés à l'élaboration d'une stratégie renouvelée.

C'est en effet une ambition légitime pour un tel anniversaire que nous fêtons ensemble aujourd'hui, que d'imaginer les priorités stratégiques de demain. Comment, après 25 ans d'évolution et d'adaptation constante de ce réseau, imaginer ces priorités pour les prochaines années ? Quel visage voulons-nous donner au REFJ pour qu'il puisse pleinement déployer sa dimension de laboratoire agile, vivant d'une culture judiciaire européenne ? Comment sélectionner, parmi tous les enjeux cruciaux qui structurent la protection de l'État de droit, les domaines les plus pertinents à aborder en formation initiale et continue afin de bénéficier pleinement des synergies rendues possibles par notre réseau ?

C'est à toutes ces questions qu'il nous appartiendra de répondre, en croisant nos regards, nos savoirs et nos préoccupations, afin, à notre tour de pouvoir transmettre à nos successeurs une vision traduite en actions concrètes, au service de l'État de droit, et en équipe Europe.

Et c'est avec une grande confiance dans le résultat de votre engagement dans ces travaux et une immense gratitude pour vous tous, pour toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la conception et à l'organisation de cet événement, que j'ai maintenant l'honneur de déclarer ouverte cette conférence anniversaire du Réseau européen de formation judiciaire.